

Suite à la récente crise constitutionnelle, un nouveau sondage démontre que les Canadiens manquent de connaissances élémentaires sur le système parlementaire canadien

La moitié des Canadiens (51%) croient que les électeurs élisent directement le Premier ministre et les trois quarts (75%) ne savent pas qui est le Chef d'État au Canada

Date de diffusion publique : lundi 15 décembre 2008, 6h00 heure normale de l'Est



Ipsos Reid

Ipsos Reid est le meneur en recherches sur les tendances du marché au Canada et le plus grand fournisseur de données sur l'opinion publique au pays. Avec des sièges dans huit villes, Ipsos Reid a un effectif de plus de 300 experts en recherches et personnel de soutien. Cette société détient le plus grand réseau de centres d'appels au Canada, ainsi que le plus grand regroupement de répondants présélectionnés de ménage et en ligne. Les sièges Ipsos Reid canadiens en recherche et en affaires publiques rassemblent un personnel expérimenté et fort d'une formation spécialisée dans leur domaine de compétence. Cette société offre la gamme la plus respectée de produits de recherche publique au Canada – incluant le Rapport des tendances, qui est la première ressource en matière d'opinion publique au pays – et ce, pour offrir au client des informations à la fois décisionnelles et pertinentes. Ipsos Reid est une filiale d'Ipsos, un groupe de recherche et de sondage international en tendances du marché. Pour en savoir plus, visitez le www.ipsos.ca

*Pour des exemplaires d'autres communiqués de presse, visitez
<http://www.ipsos-na.com/news/>*

© Ipsos Reid

*Washington λ New York λ Chicago λ Minneapolis λ Seattle λ San Francisco
Vancouver λ Edmonton λ Calgary λ Winnipeg λ Toronto λ Ottawa λ Montreal*



Ipsos Reid

Quatre Canadiens sur dix (41%) étaient incapables d'identifier le Canada comme 'monarchie constitutionnelle'. Un Canadien sur quatre (25%) l'a décrit comme 'assemblée coopérative' et 17% le voient comme 'république représentative'.

Il y a eu un grand débat à savoir si la Gouverneure générale avait le droit constitutionnel de refuser la demande d'un Premier ministre en poste pour une nouvelle élection dans le cas où il n'aurait plus la confiance des Communes, et particulièrement peu de temps après une élection. Alors qu'un Canadien sur dix (10%) croit que la Gouverneure générale n'a pas le droit de refuser la demande du Premier ministre, neuf sur dix (90%) croient qu'elle le peut. En fait, la Gouverneure générale a le droit de refuser une telle demande dans le cadre de ses pouvoirs de réserve. Ce scénario pourrait se présenter en janvier ou en février si les partis de l'Opposition décident de refuser d'adopter le budget du gouvernement lors d'un vote de confiance.

Ce sont les résultats d'un sondage Ipsos Reid mené au nom de l'Institut du Dominion, du 9 au 12 décembre 2008. Ce sondage en ligne de 1070 Canadiens adultes s'est effectué par moyen du groupe national Ipsos I-Say Online, le groupe national de répondants en ligne d'Ipsos Reid. Les résultats de ce sondage sont basés sur un échantillon soumis aux processus d'échantillonnage et de pondération par quota, pour niveler les facteurs démographiques et pour assurer que la composition de l'échantillon reflète celle de la population canadienne réelle, selon les données du recensement. Les échantillons de quota pondérés du groupe en ligne Ipsos produisent des résultats qui sont censés représenter un échantillon probabiliste. Les marges d'erreur statistiques ne s'appliquent pas aux sondages en ligne parce que ceux-ci se basent sur des échantillons dérivés de groupes en ligne à participation volontaire plutôt que sur des échantillons aléatoires qui reflètent la population au sein d'un rapport de probabilité statistique. Tout sondage d'échantillonnage pourrait être sujet à d'autres facteurs d'erreur, incluant, mais sans en être limité à : erreur de couverture et erreur de mesure. Cependant, un échantillon probabiliste non pondéré de cette portée, avec un taux de réponse de 100%, aurait une marge d'erreur estimée de +/- 3.1 points de pourcentage, 19 fois sur 20, dans le cas où on aurait sondé toute la population adulte du Canada.

Comment est élu le Premier ministre?

Les opinions des Canadiens sont divisées sur comment le Premier ministre du Canada est élu. Alors que la moitié (51%) croit qu'il est élu directement, l'autre moitié (49%) croit que ce n'est pas le cas.

- Les Québécois (70%) sont les plus aptes à croire qu'il est directement élu par le peuple canadien; c'est la seule région dans laquelle une majorité est de cet avis. Une forte minorité dans la Colombie britannique (49%), en Ontario (47%), en Saskatchewan et au Manitoba (44%), dans l'Alberta (42%) et dans les provinces de l'Atlantique (35%) croit qu'il est élu directement.
- De l'autre côté, la majorité des gens dans les provinces de l'Atlantique (65%) ne croient pas que le Premier ministre est élu directement, et il en est de même pour l'Alberta (58%), la Saskatchewan et le Manitoba (56%), l'Ontario (53%), et la Colombie britannique (51%). Seulement trois Canadiens sur dix au Québec (30%) sont de cet avis.

Qui est le Chef d'État canadien?

Il y a beaucoup de confusion en ce qui concerne l'identité du Chef d'État canadien. Quatre sur dix (42%) croient que le Premier ministre est le Chef d'État canadien et un sur trois (33%) donnerait ce titre à la Gouverneure générale. Seulement le quart des Canadiens (24%) savent qu'en fait c'est la Reine.

- Les Ontariens (33%) sont les plus aptes à savoir que la Reine est notre Chef d'État, suivis de près par les gens de Saskatchewan et du Manitoba (28%), des provinces de

l'Atlantique (26%), de l'Alberta (18%), du Québec (17%) et de la Colombie britannique (16%).

- Les gens de la Colombie britannique (43%), les résidents de Saskatchewan et du Manitoba (41%) et les Albertains (40%) ont plus tendance à d'identifier la Gouverneure générale comme notre Chef d'État, suivis des gens des provinces de l'Atlantique, (33%), des Ontariens (32%) et des Québécois (26%).
- Ce sont les Québécois (57%) qui croient le plus fort que le Premier ministre est notre Chef d'État, alors que les gens de l'Alberta (42%), des provinces de l'Atlantique (41%), de l'Ontario (35%) et de Saskatchewan et du Manitoba (31%) sont moins convaincus à cet effet.

Comment mieux décrire le gouvernement canadien?

Six Canadiens sur dix (59%) ont pu identifier correctement le Canada comme 'monarchie constitutionnelle'. Quatre sur dix ont donné une réponse incorrecte, l'identifiant soit comme 'assemblée coopérative' (25%) soit comme 'république représentative' (17%).

- Les Ontariens (63%) et les résidents de Saskatchewan et du Manitoba (63%) sont les plus aptes à savoir que le Canada est une monarchie constitutionnelle, alors que les Albertains (61%), les gens des provinces de l'Atlantique (60%), et les Québécois (57%) sont seulement un peu moins informés à ce propos. Cependant, en Colombie britannique, bien moins des gens (48%) le savent.
- Les gens de la Colombie britannique (24%) ont plus tendance à croire qu'il s'agit d'une république représentative et d'une assemblée coopérative (28%) comparés aux gens dans les autres régions du pays.



Est-ce que la Gouverneure générale peut refuser le Premier ministre?

Neuf Canadiens sur dix (90%) sont d'avis que la Gouverneure générale a le pouvoir de refuser la demande du Premier ministre pour déclencher une élection. Seulement 10% ne sont pas d'accord avec cette idée.

- Les Albertains (97%) sont les plus convaincus à ce propos, suivis de près par les gens des provinces de l'Atlantique (96%), ceux de Saskatchewan et du Manitoba (92%), ceux de l'Ontario (89%), de la Colombie britannique (88%) et du Québec (86%).
- En revanche, les Québécois (14%) tiennent le plus à l'idée que la Gouverneure générale est en mesure de refuser la demande du Premier ministre, alors que ceux en Colombie britannique (12%), en Ontario (11%), en Saskatchewan et au Manitoba (8%), aux provinces de l'Atlantique (4%), et dans l'Alberta (3%) en sont moins convaincus.

Pour plus de détails sur ce communiqué de presse, veuillez contacter :

John Wright
Vice-président senior
Ipsos Reid
Affaires publiques
(416) 324-2002

Marc Chalifoux
Directeur exécutif
L'Institut du Dominion
(416) 602-9721
[*marc@dominion.ca*](mailto:marc@dominion.ca)

Pour les résultats entiers et tabulaires, visitez le site web www.ipsos.ca. Les communiqués de presse sont disponibles au: <http://www.ipsos-na.com/news/>